

■ L E S A M I S D E ■  
**l'École de Paris**

<http://www.ecole.org>

**Séminaire  
Économie et sens**

*organisé en collaboration avec le Collège des Bernardins, avec l'appui de la Fondation Crédit Coopératif et grâce aux parrains de l'École de Paris :*

Algoé<sup>2</sup>  
ANRT  
CEA  
Chaire "management de l'innovation"  
de l'École polytechnique  
Chambre de Commerce  
et d'Industrie de Paris  
CNES  
Conseil Supérieur de l'Ordre  
des Experts Comptables  
Crédit Agricole SA  
Danone  
EADS  
École des mines de Paris  
Erdyn  
ESCP Europe  
ESSILOR  
Fondation Charles Léopold Mayer  
pour le Progrès de l'Homme  
Fondation Crédit Coopératif  
Fondation Roger Godino  
France Télécom  
FVA Management  
Groupe ESSEC  
HRA Pharma  
HR VALLEY<sup>2</sup>  
IDRH  
IdVectoR<sup>1</sup>  
Institut de l'entreprise  
Kurt Salmon  
La Fabrique de l'industrie  
La Poste  
Lafarge  
Mairie de Paris  
Ministère de la Culture  
Ministère du Redressement productif,  
direction générale de la compétitivité,  
de l'industrie et des services  
OCP SA  
Reims Management School  
Renault  
Saint-Gobain  
Schneider Electric Industries  
SNCF  
Thales  
Total  
UIMM  
Unicancer  
Ylios

<sup>1</sup> pour le séminaire  
Ressources technologiques et innovation  
<sup>2</sup> pour le séminaire Vie des affaires

(Liste au 1<sup>er</sup> mai 2013)

**PEUT-ON SE PASSER DU PIB  
ET DE LA CROISSANCE  
POUR MIEUX GOUVERNER ?**

par

**Jean GADREY**

Économiste, contributeur à *Alternatives économiques*

Séance du 20 février 2013

Compte rendu rédigé par Pascal Lefebvre

**En bref**

« *La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, mais d'échapper aux idées anciennes, qui ont poussé leurs ramifications dans tous les recoins de l'esprit des personnes ayant reçu la même formation* » John Maynard Keynes. C'est bien là où le bât blesse : le PIB et la croissance sont devenus de telles évidences qu'il est bien difficile, que l'on soit expert économiste, gouvernant ou simple citoyen, d'échapper à leur emprise sur notre vie et à leur tyrannie sur nos esprits. C'est donc à une rééducation intellectuelle que nous convie Jean Gadrey, objecteur de croissance et économiste libre penseur. Oui, nous dit-il, il existe d'autres façons d'envisager le monde qu'avec les fausses certitudes de la finance. Et qu'on y prenne garde : l'urgence est telle qu'à trop tarder, nous subirons les changements inéluctables que nous n'aurons pas voulu voir venir.

*L'Association des Amis de l'École de Paris du management organise des débats et en diffuse des comptes rendus ; les idées restent de la seule responsabilité de leurs auteurs.  
Elle peut également diffuser les commentaires que suscitent ces documents*

© École de Paris du management – 187, boulevard Saint-Germain - 75007 Paris  
Tél : 01 42 79 40 80 - Fax : 01 43 21 56 84 - email : [pelieu@ensmp.fr](mailto:pelieu@ensmp.fr) - <http://www.ecole.org>

# EXPOSÉ de Jean GADREY

## Une question récurrente

Il y a quinze ans, j'ai fait une première intervention à l'École de Paris sur le thème : "Croissance et productivité : des concepts obsolètes ?"<sup>1</sup>. Cette question, qui m'occupe depuis la fin des années 1980, ne m'a toujours pas quitté et les raisons que j'avais de relativiser ces concepts se sont multipliées. Dans le même numéro du *Journal de l'École de Paris* où était ensuite paru le compte rendu, deux jeunes ingénieurs des Mines présentaient une étude intitulée : "Des Français de plus en plus pauvres dans une France de plus en plus riche". Comme point fort de leur exposé, ils présentaient un graphique choc publié par des chercheurs américains dans le magazine *Challenge* qui, depuis, a fait le tour du monde.

On y voit que le PIB/habitant des États-Unis a été multiplié par 2,5 entre 1959 et 1996. On y voit également l'évolution d'un indice de santé sociale, moyenne de neuf indicateurs sociaux classiques (inégalité, pauvreté, proportion de personnes couvertes par l'assurance maladie, chômage, etc.). Le décrochage est tout à fait spectaculaire : la santé sociale des Américains, en 1996, était très nettement en dessous, non seulement de son maximum atteint vers 1970, mais aussi de ce qu'il était en 1959. C'était la première fois que l'on en parlait en France, deux ans avant la publication du livre de Dominique Méda<sup>2</sup> qui allait fortement contribuer à changer les choses dans notre pays.

Dans le milieu des années 1990, ce qui manquait à ces constats de découplage entre le PIB et la santé sociale, était le constat du découplage encore plus terrible entre le PIB et la santé écologique, autrement dit, la corrélation très forte entre la pression écologique des humains et le niveau de production brute par habitant.

On constate en effet que plus un pays est riche, plus son empreinte écologique par habitant est forte et dépasse, de très loin, ce qui serait admissible.

Aujourd'hui, il ne s'agit plus de critiquer les dérives et l'usage excessif des indicateurs, mais de penser des modes de gouvernement et des stratégies d'action collective, d'inventer des modèles et des systèmes de prévision des investissements publics qui se passeraient du PIB et de la croissance pour mieux gouverner ou qui n'y feraient référence que de façon secondaire. Bien évidemment, il serait stupide de se priver de l'apport de la comptabilité nationale en valeur, dès lors que l'on cesse de confondre les moyens et les fins.

Les choses commencent cependant à bouger. Le jour de la remise du rapport Stiglitz, le président Sarkozy déclarait ainsi, le 14 novembre 2009 : « *Pendant des années, les statistiques économiques ont affiché une croissance forte comme une victoire sur la pénurie, jusqu'à ce qu'il apparaisse que cette croissance, en mettant en péril l'avenir de la planète, détruisait davantage qu'elle ne créait.* » Sir Nicholas Stern, économiste auteur d'un rapport qui a fait le tour du monde, écrit de son côté, dans *The Guardian* : « *Les pays riches vont devoir oublier la croissance s'ils veulent stopper le changement climatique* », tandis que Michel Rocard et Pierre Larrourou intitulent "Et si la croissance ne revenait pas ?", le septième chapitre de leur récent livre<sup>3</sup>, question à laquelle ils répondent : « *C'est probable !* » Les cinq années de crise ont donc commencé à faire réfléchir.

---

<sup>1</sup> Jean Gadrey, "Croissance et productivité : des concepts obsolètes ?", *Les Annales de l'École de Paris du management*, vol IV, 1997.

<sup>2</sup> Dominique Méda, *Qu'est-ce que la richesse ?* (collection Alto, Aubier, 1999 ; réédition Champs-Flammarion, 2000).

<sup>3</sup> Michel Rocard, Pierre Larrourou, *La gauche n'a plus le droit à l'erreur* (Flammarion, 2013).

## Le PIB et la croissance, fondement des politiques publiques

Pourquoi le PIB et la croissance sont-ils considérés à ce point comme centraux pour gouverner ?

Cinq explications (au moins) sont à retenir :

- la croissance de la valeur du PIB s'accompagne, plus ou moins mécaniquement et toutes choses égales par ailleurs en matière de prélèvements, d'une croissance des recettes publiques, impôts et cotisations sociales. Pour beaucoup, cela produirait les seules marges de manœuvre de l'action publique sous l'angle de son financement, ce à quoi je ne souscris pas ;
- la seconde explication me paraît être sans doute la croyance la plus prégnante et la plus partagée de ces dernières décennies. Tout le monde sait, nous dit-on, qu'il n'y a pas de création nette d'emplois sans croissance du PIB et, qui plus est, sans une croissance plus forte que celle des gains de productivité. Là encore, cela me paraît contestable ;
- la troisième explication réside dans les rapports de pouvoir et d'influence économique au sein du monde des affaires. La sacralisation du PIB est liée à des intérêts puissants et l'ensemble des acteurs de ces différents secteurs a pour ligne de mire la poursuite de la croissance globale, vue comme une condition favorable à leur propre expansion, elle-même jugée indispensable par la plupart des dirigeants ;
- ensuite, le PIB est devenu une institution publique de premier plan, au sens le plus organisationnel du terme. Les instituts statistiques sont officiellement chargés, depuis des décennies et avec d'énormes moyens, de produire ces agrégats. On présente solennellement tous les ans, devant le Parlement, les comptes économiques de la nation alors que l'on ignore toujours les comptes reflétant l'état social et écologique du pays. De plus, le PIB et la croissance sont au cœur du credo de la plupart des économistes, en particulier de ceux qui sont devenus à la fois les conseillers des princes et les invités réguliers des grands médias ;
- la dernière explication est que la croissance semble pouvoir mettre de l'huile dans les rouages des conflits de redistribution. La croissance a été le "cache-sexe" des inégalités et, tant que le gâteau grossit, il semble que tout le monde ait à y gagner, que ce soit des miettes pour les uns, ou de gros morceaux pour les autres. Personnellement, je conteste cette vision du gouvernement des inégalités.

Il existe d'autres explications complémentaires. Le fait que le PIB soit unidimensionnel, exprimé en monnaie, le rend bien adapté à la pensée simple dont parle Edgar Morin. On peut constater que l'envahissement de la politique par l'économique s'est accompagné d'un aplatissement de la pensée politique sur de nombreux enjeux. J'ajouterai que, dans cette prééminence du PIB et de la croissance et, dans le contexte de compétition internationale, avoir un PIB plus gros que celui des concurrents semble constituer un symbole de puissance pour les gouvernants. D'ailleurs, le livre de référence sur la constitution de la comptabilité nationale française, au début des années 1950, s'intitule *Les comptes de la puissance*<sup>4</sup> et non pas les "comptes du bien-être".

Que veut dire concrètement gouverner avec le PIB et la croissance comme repères centraux ? Je détaillerai un exemple un peu complexe pour tenter de démêler la façon dont le PIB et la croissance interviennent de façon centrale. C'est le cas des scénarios sur l'avenir des retraites à l'horizon 2060. Mais il existe d'autres exemples comme celui du fameux ratio dette/PIB que l'on utilise dans des comparaisons internationales, qui sert de balise aux politiques des dettes publiques en Europe et qui a été imposé, lors du traité de Maastricht, par les négociateurs allemands aux dépens d'autres indicateurs plus pertinents et raisonnables. Ce critère est, au mieux, douteux, au pire, trompeur. Il en va de même de l'autre critère de Maastricht : le rapport déficit/PIB. Un autre exemple concerne l'attribution des aides européennes aux

---

<sup>4</sup> François Fourquet, *Les comptes de la puissance, histoire de la comptabilité nationale et du plan* (collection Encres aux Éditions Recherches, 1980).

régions défavorisées pour lesquelles on continue d'utiliser le critère du PIB par habitant alors que d'autres indicateurs, de développement humain, de pauvreté, d'exclusion ou de chômage, seraient probablement plus pertinents.

Préalablement à l'étude du cas des retraites, il me faut développer une question conceptuelle sur la façon dont le PIB et la croissance interviennent dans les prévisions qui fondent les principales politiques publiques. Le PIB, somme des valeurs ajoutées monétaires produites par les organisations privées ou publiques, est le point de départ. Il faut préciser que la croissance dont on parle n'est pas la croissance du PIB en valeur monétaire mais sa croissance, déduction faite de l'inflation de ses composantes, c'est-à-dire en faisant intervenir l'indice des prix du PIB. Ce point, qui n'est pourtant pas sans importance, est cependant quelque peu caché aux yeux du public. Interviennent aussi de façon centrale, dans cet ensemble de concepts liés, les gains de productivité du travail qui sont, en gros, définis par l'indice formé par la division de l'indice des variations du PIB en volume par l'indice des variations du volume du travail. En résumé, la productivité recouvre donc la variation du volume produit par heure de travail.

Dans leurs scénarios de travail, presque tous les économistes considèrent que, pour faire des prévisions de croissance à long terme, il faut d'abord raisonner sur l'évolution prévisible du volume de travail dans l'économie monétaire et, ensuite, sur l'évolution prévisible des gains de productivité. À partir de là, les économistes déterminent ce que sera l'évolution prévisible de la croissance à l'horizon de dix, vingt, voire cinquante ans. Pourquoi ne se lancent-ils pas directement dans des estimations directes de la croissance à venir ? Parce que, pour eux, l'essentiel de la croissance vient du progrès technique et des innovations, et que les gains de productivité seraient les meilleurs résumés de cette influence. L'idée sous-jacente est que produire plus avec autant, voire moins, de travail serait le résultat essentiel des innovations et la grande source de la croissance passée, ce qui est vrai, et future, ce qui est plus douteux.

Une question reste : comment les économistes font-ils pour estimer les gains de productivité à long terme ? Quand on regarde leurs travaux, la réponse se situe quelque part entre "le doigt mouillé" et le "pifomètre" avec, pour seuls repères, les tendances passées des trente dernières années saupoudrées d'une dose d'optimisme technologique qui leur fait croire que tout va continuer comme avant, le tout dans une totale absence de conscience écologique, ce point n'intervenant jamais dans leurs raisonnements.

### **La croyance au cœur de la prévision**

Les scénarios macroéconomiques ainsi élaborés jouent un rôle extrêmement important dans la vie politique car ce sont eux qui justifient les grandes réformes, passées ou futures, des retraites. C'est en raison de leur importance politique majeure que l'on ne confie pas leur élaboration à des laboratoires indépendants, mais à la direction générale du Trésor. Ils reposent sur de multiples modèles, complexes, mais dont le schéma général est le suivant.

D'abord, nous trouvons des hypothèses sur l'évolution de la population. Il faut pouvoir estimer la façon dont la population totale évoluera et on le fait sur la base de projections de l'espérance de vie à soixante ans, que personnellement je trouve trop optimistes, et sur le taux de fécondité.

Ensuite, nous trouvons des hypothèses sur le volume de la population en âge de travailler, ce qui résulte de la première hypothèse mais également des perspectives d'évolution de l'immigration, et l'hypothèse d'un chômage dit *d'équilibre de long terme*, autre croyance économique extrêmement forte postulant qu'il existerait un taux de chômage optimal que la théorie économique classique fixe à 4,5 %. De ce qui précède découlent des projections à long terme sur l'emploi total, c'est-à-dire sur la population active occupée.

Des hypothèses sur la durée annuelle du travail sont alors indispensables pour estimer le volume de travail dans l'économie monétaire. Sur ce point, le Conseil d'orientation des retraites (COR) qui, sur toutes les autres variables, tient compte, comme Bercy, des évolutions

passées, estime curieusement que, dans tous les cas de figure, le nombre d'heures travaillées par salarié restera stable, et ce pour les cinquante ans à venir. Il est, à l'évidence, impossible selon eux d'envisager de travailler moins : cela relève de croyances profondément ancrées dans la valeur morale du travail.

Enfin, on en vient aux hypothèses sur les gains de productivité du travail. Sur ce point, le COR a retenu une fourchette allant de 1,3 % à 2 % de gains de productivité annuels, parce que cela correspond à la moyenne des trente dernières années et que l'on ne voit pas pourquoi l'avenir serait très différent du passé... De là découlent les projections de croissance économique, celle-ci résultant du produit des gains de productivité par les variations du volume total de travail.

Les données du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) de 2013, dont le COR a retenu les prévisions jusqu'en 2017, montrent que, passée la crise, la croissance à 2 % reste la valeur retenue en toute hypothèse, avec des variantes mineures sur la date exacte de son retour.

Ensuite, le scénario central des variations du PIB, selon les différentes variantes et à horizon de cinquante ans, prévoit, en hypothèse basse, un doublement de son volume.

À supposer que l'on suive cette tendance, en 2100, le PIB serait 5,6 fois plus gros qu'aujourd'hui. Mais, dans ces scénarios, il semble que personne ne se pose la question de savoir ce que l'on produira et si l'on consommera 5,6 fois plus, avec quelles conséquences écologiques et quels besoins matériels, etc. Tout cela est totalement absent des hypothèses économiques.

La synthèse de cette réflexion se trouve dans le rapport du COR de décembre 2012 dont l'hypothèse centrale est la croissance de la productivité du travail à long terme, modulée par le volume du chômage. C'est donc bien l'équilibre de long terme de la croissance, sans considération écologique, qui constitue la croyance théorique au cœur de cette modélisation et la phrase centrale qui le démontre est : « *Selon ces scénarios, l'économie retournerait à son équilibre de long terme entre 2024 et 2031, quand la productivité du travail et le chômage atteindraient leur cible de long terme.* »<sup>5</sup>

Cela signifie, premièrement, que la crise actuelle peut être une parenthèse, grave et durable sans aucun doute, mais aussi qu'il existe, quelque part, cet équilibre de long terme de l'économie, sorte d'invariant structurel de croissance, de gains de productivité et de taux de chômage d'équilibre, étrange attracteur d'une histoire sans fin. En deuxième lieu, cela signifie également que les experts de la direction générale du Trésor sont habilités à fixer des objectifs de productivité et de taux de chômage à long terme en projetant, pour les décennies à venir, les tendances des décennies passées, éventuellement infléchies par leur propres croyances économiques. Enfin, troisième croyance : aucun élément de la crise écologique et sociale ne peut venir interférer avec cette logique implacable de l'équilibre macroéconomique de long terme tel que défini par ces experts.

### **Pour gouverner autrement...**

Pour gouverner autrement, le préalable impose d'abandonner les postulats, qu'ils soient explicites ou implicites, les plus importants. Cela passe par six remises en question.

---

<sup>5</sup> Conseil d'orientation des retraites (COR), *Retraites : perspectives 2020, 2040 et 2060, Onzième rapport, adopté le 19 décembre 2012*, p.18, <http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-1887.pdf>

## *Renoncer aux projections de financement à cinquante ans*

Que l'on se fixe des objectifs sur le siècle en matière sociale et écologique est parfaitement légitime. Ce qui me paraît peu sérieux et contestable, c'est de vouloir se doter de scénarios de financement à cinquante ans, compte tenu du fait que l'on va entamer, qu'on le veuille ou non, une transition écologique et sociale qui va bouleverser nos points de repère et nous obliger à envisager l'avenir autrement que sur la base du passé. Un tel exercice témoigne, de la part des économistes, d'un excès de confiance et de matérialisme assez suspect pour une profession qui a commis, dans un passé récent, des erreurs gigantesques et dont on dit plaisamment qu'ils peuvent prévoir à peu près tout, sauf le futur. Faisons donc comme les ONG ou les syndicats qui élaborent des scénarios à dix ou quinze ans et les réévaluent en permanence.

## *Considérer que la croissance ne reviendrait pas ou très peu*

Les gains de productivité horaire n'ont cessé de progresser depuis 1830 jusqu'au début des Trente Glorieuses, en enregistrant toutefois un léger ralentissement dans la période 1931-1949. On observe que, malgré quelques soubresauts ponctuels, depuis 1950, ces gains de productivité horaire dans l'économie française n'ont ensuite cessé de baisser tout en restant positifs, puisque leur moyenne lissée jusqu'en 2011 est de 2 %.

Qu'on nous dise donc comment il sera possible de maintenir ces gains de productivité de 2 % dans les cinquante ans à venir ! Il faut considérer que les Trente Glorieuses ont été une période absolument exceptionnelle dans l'histoire qui, selon toute vraisemblance, ne reviendra sans doute jamais.

On constate par ailleurs que les évolutions du taux de croissance depuis 1950 décroissent de façon continue pour parvenir au 0 % actuel.

Ces séries passées, pas plus que les autres, ne prédisent le futur mais elles devraient faire réfléchir à d'autres scénarios : il existe en effet de bonnes raisons de penser que nous sommes confrontés à ce que j'appelle une baisse tendancielle du taux de croissance.

## *La notion même de gains globaux de productivité a de moins en moins d'intérêt*

Dans de très nombreux services, ce qui représente les trois quarts de l'emploi aujourd'hui, on ne sait pas définir ce que sont les unités produites, donc les prix unitaires et les volumes. Allez savoir ce que sont les unités produites dans l'enseignement, la santé, la recherche, l'aide sociale, les services aux personnes âgées, les banques, les assurances, etc. C'est là un sérieux problème. Par ailleurs, dans tous les secteurs, les variations de la qualité, à la hausse ou à la baisse, de tous les services sont très peu et très mal prises en compte dans les indices des prix du PIB, donc dans les volumes. On peut ainsi très bien avoir une montée en qualité qui n'apparaisse pas dans les chiffres présentés. Et si les volumes intègrent peu ou mal les variations de qualité, ils n'intègrent pas du tout ce qui va devenir un enjeu majeur : les qualités et les défauts écologiques des produits.

Autrement dit, la croissance en volume telle qu'on nous la présente est, pour l'essentiel, une croissance des quantités produites, avec une faible intervention de la qualité et une absence des externalités environnementales. Peut-on raisonnablement continuer à utiliser de tels repères ?

## *La montée en durabilité, et non plus en quantité, peut devenir une source de création d'emplois et de valeur ajoutée*

Peut-on émettre l'hypothèse qu'il soit possible de créer des emplois sans croissance et ce, même sans jouer sur la durée du travail ? Je pense que la réponse est oui et qu'il existe des scénarios pour la confirmer.

## *Anticiper encore une poursuite du mouvement historique de réduction de la durée du travail*

Les arguments de Michel Rocard et de Pierre Larrouturou me paraissent, sur ce point particulier, très solides. Ils soulignent que la durée annuelle du travail des salariés depuis 1949 n'a cessé de baisser, avec une chute de 26 % entre 1965 et 2002.

Depuis 1831, la durée moyenne annuelle du travail a été divisée par deux. Il est évident que, si l'on abandonne l'hypothèse de la direction générale du Trésor selon laquelle on ne peut pas jouer sur cette variable et que la durée du travail doit rester la même quoi qu'il advienne, cela conduit alors à des scénarios de financement des retraites ou de la protection sociale nettement plus optimistes. Cela découle de l'impact positif de cette réduction du temps de travail sur le chômage et l'élargissement de la base des cotisations sociales ainsi que sur la réduction des coûts publics de l'indemnisation des chômeurs. Ces scénarios ne sont certes pas parfaits mais changent la donne.

## *La réduction des inégalités comme ressource d'avenir*

Les coûts sociaux des inégalités et les bénéfices collectifs à attendre de leur réduction sont, eux aussi, totalement absents des scénarios du Conseil d'orientation des retraites. Cette réduction des inégalités serait une ressource d'avenir, non seulement éthique, mais aussi économique. La taille du gâteau étant condamnée à ne plus augmenter, il nous faut désormais compter sur les progrès de la qualité de ce gâteau et sur son mode de partage.

### **Dix propositions concrètes pour raisonner et gouverner autrement**

Je commencerai par cinq propositions générales, indépendantes du cas des retraites.

1) *Accorder une priorité, dans les scénarios, à des finalités humaines, écologiques et sociales.*

Nous allons changer de monde dans les décennies à venir, compte tenu d'une crise écologique sans précédent, d'une crise sociale qui s'annonce grave et d'une crise inquiétante de la démocratie représentative. Cela suppose de remettre l'économie et la finance, donc le PIB et la croissance, à une place de serviteurs (parmi d'autres) de ces finalités. Keynes disait déjà : « *Les économistes sont présentement au volant de notre société, alors qu'ils devraient être sur la banquette arrière.* »

Le principe général qui devrait marquer cette transition est de laisser aux générations suivantes des patrimoines naturels en état de leur permettre de vivre bien et des structures sociales moins inégalitaires. Un tel énoncé peut sembler naïvement généreux mais mesure-t-on bien les effets délétères de l'absence de ce type d'affirmation dans le discours politique ? On sait que notre trajectoire actuelle va se heurter, et se heurte déjà, à des contraintes naturelles, que plusieurs seuils critiques ont été franchis ou sont sur le point de l'être, que cela concerne le climat, la biodiversité, le cycle de l'azote, les ressources en eau, les terres arables, les forêts, les ressources du sous-sol, les pollutions chimiques et j'en passe ! Mais gouverner dans une situation complexe, multicritères et multicontraintes est beaucoup plus difficile que d'utiliser le PIB et la croissance comme solutions supposées universelles, d'autant que ces contraintes sont non commensurables, non substituables, non mesurables en unités monétaires.

2) *Renoncer à toute projection macroéconomique directe des gains de productivité et donc de la croissance et du PIB, renoncer aux modèles d'équilibre et de croissance à long terme.*

De telles projections sont illusoire et sans intérêt. C'est de la nature du projet, de son contenu social et des emplois utiles qu'il génère que dépendra la valeur des agrégats futurs et non l'inverse.

3) *Renoncer à confier à des groupes d'économistes, quels qu'ils soient, le soin de construire un cadre macro à l'intérieur duquel nous serions contraints de raisonner.*

Nous avons besoin de groupes de projets pluralistes, associant des chercheurs et des experts professionnels, issus de disciplines variées, à des citoyens, des associations, des ONG, des syndicats, etc. Certes, des cadres doivent exister, comme des contraintes à respecter, des normes sociales souhaitables et des visions du futur, mais ils doivent être des cadres de pensée et des objectifs définis collectivement, non pas des cadres macroéconomiques prédéfinis.

4) *Utiliser de nouveaux indicateurs de finalités humaines, sociales et écologiques, au moins pour ceux des objectifs qui se prêtent à une quantification raisonnable.*

Ils devront être choisis selon des procédures participatives, seule condition d'une forte légitimité<sup>6</sup>.

5) *S'inspirer de ce qui existe déjà.*

On a de bons exemples de scénarios qui ne relèvent pas d'une vision macro et se situent en dehors des institutions publiques majeures. Ils ne disposent donc que de moyens insuffisants ne permettant pas de les généraliser mais ils méritent d'être étudiés, prolongés et coordonnés.

En voici quelques exemples :

- rapport *Vers une Europe soutenable* (Amis de la Terre/Wuppertal Institute, 1995)<sup>7</sup> ;
- scénario négaWatt (WWF/CIREN – Centre international de recherche sur l'environnement et le développement), dans sa dernière version de 2011<sup>8</sup> qui vise à trouver des moyens de réduire en France la production de gaz à effet de serre par le biais de multiples conversions ;
- étude de la Confédération européenne des syndicats – CES/Wuppertal Institute (2007) sur le changement climatique et l'emploi<sup>9</sup> et autres études de la CES sur plusieurs secteurs industriels, de service ou des transports ;
- Association 4D/IRES/CFDT<sup>10</sup>.

Toutes ces démarches mériteraient d'être approfondies et généralisées. Ces études ont pour points communs le refus de s'enfermer dans un cadre économique préconçu et la coopération entre acteurs et experts. Initialement, ces derniers divergent dans leurs exigences mais ils s'efforcent désormais d'articuler objectifs économiques et objectifs sociaux, en ne faisant intervenir l'économie que dans un second temps via des activités, des emplois et des investissements jugés conformes aux finalités retenues.

Dans le cas des retraites, je retiendrai cinq propositions.

1) *Ne pas partir de questions d'économie, de financement ou de pouvoir d'achat en 2060 mais d'une écologie du troisième âge.*

Cette écologie du troisième âge est une écologie politique et sociale de la bonne vie après la vie professionnellement active parce que c'est là que se situent les finalités individuelles (qualité de vie) et collectives (inégalités, citoyenneté, soutenabilité écologique...).

---

<sup>6</sup> Voir sur ce point le hors-série d'*Alternatives économiques* "La richesse autrement" de mars 2011 et le dossier de la revue *Projet* "Qui décide de ce qui compte ?" de décembre 2012.

<sup>7</sup> [http://www.global-et-local.eu/IMG/pdf/ATF\\_Europe\\_Soutenable\\_haute\\_resolution.pdf](http://www.global-et-local.eu/IMG/pdf/ATF_Europe_Soutenable_haute_resolution.pdf)

<sup>8</sup> négaWatt - sobriété, efficacité, renouvelables : [www.negawatt.org](http://www.negawatt.org)

<sup>9</sup> <http://www.etuc.org/a/3675>

<sup>10</sup> [http://www.cfdt.fr/upload/docs/application/pdf/2013-02/rapport\\_diffuse\\_pour\\_une\\_economie\\_ecologique\\_et\\_equitable.pdf](http://www.cfdt.fr/upload/docs/application/pdf/2013-02/rapport_diffuse_pour_une_economie_ecologique_et_equitable.pdf)

2) *Se fixer des objectifs de réduction des inégalités et de la pauvreté, pour les retraités et pour l'ensemble de la population.*

La France est l'un des pays d'Europe où les minima sociaux sont les plus faibles en proportion du revenu médian. Les augmenter serait économiquement, socialement et écologiquement efficace.

3) *Penser l'âge de cessation, ou de cessation progressive, d'activité professionnelle en fonction de considérations humaines, sociales et écologiques et non pas prioritairement économiques.*

Ce n'est pas le sujet central de cette séance mais cette norme sociale reste un outil majeur, à la fois de partage de l'emploi, quand il y a cinq millions de chômeurs, mais aussi de réduction de l'emprise excessive du travail et de l'économie sur la vie et sur la nature. Ce ne sont pas les activités bénévoles d'utilité sociale et écologique qui manquent pour les seniors associés.

4) *Traiter alors les questions économiques et de financement.*

Il ne s'agit pas seulement de traiter la question du financement des pensions, mais aussi celle des services collectifs dédiés à l'amélioration de la qualité de vie des seniors. Nous sommes confrontés à la difficulté de ne pas pouvoir fixer comme objectifs des finalités rêvées sans tenir compte des ressources à mobiliser, aujourd'hui comme demain. Il est donc indispensable de confronter les scénarios économiques aux hypothèses de départ et de les ajuster en fonction des possibilités de financement disponibles à chaque étape. C'est à ce niveau, et à ce niveau seulement, qu'il devient nécessaire de faire de la bonne macroéconomie.

5) *Revenir au global.*

À ce stade, il conviendra alors de travailler collectivement à la synthèse et à l'articulation des scénarios partiels, tous guidés par les mêmes finalités générales : scénarios sur les retraites et la protection sociale, les transitions énergétique, agricole, industrielle, la mobilité, les services de *care*, le commerce, les banques... Il ne s'agit pas de réaliser une synthèse macroéconomique préalable, mais une synthèse ayant une dimension socio-économico-écologique. Il y aura à faire des choix initiaux d'actions prioritaires dont découlera l'économie des étapes suivantes. C'est donc le projet qui crée le PIB en valeur future et non la croissance du PIB pensée a priori qui cadre le projet.

### **Gouverner l'indispensable transition**

Nous avons donc besoin d'un cadre général de contraintes et de règles souhaitables, avec des indicateurs appropriés, écologiques et sociaux. Nous avons également besoin de raisonner par catégories d'enjeux (et pas seulement de branches) et de besoins (énergie, mobilité, alimentation, *care*...). Des scénarios partiels, mis au point par des collectifs pluriels, sont donc indispensables, incluant des réflexions sur les modes de vie et des estimations de volume de travail (rémunéré et non rémunéré) et d'emploi. Cela suppose une synthèse de divers scénarios et non plus l'élaboration de modèles macro dont l'impérialisme et la domination sur les politiques publiques sont insupportables.

Dans cette perspective, le partage des gains de qualité et de durabilité prendrait la place du partage fordiste des gains de productivité. On pourrait alors retrouver l'intérêt des comptabilités en temps de travail, à côté des indicateurs sociaux et des indicateurs écologiques physiques.

## DÉBAT

**Un intervenant :** *Un schéma de croissance nulle obligerait l'État à trouver d'autres ressources que celles indexées sur la croissance. Dans ces dix pistes que vous suggérez, ne manque-t-il pas alors la piste fiscale ?*

**Jean Gadrey :** Tout dépendra des scénarios mis en place et, selon certains, l'État aura même besoin de plus de ressources. À partir du moment où l'on considère que, dans cette transition écologique et sociale, ce sont des biens communs qui sont en jeu, une partie de leur production revient alors à la collectivité, dans toutes ses composantes, et une autre revient aux acteurs privés, sous la forme de contrats, d'incitation, de normes. La production de biens communs implique souvent la production de biens publics avec des financements ou des aides publics. La question de la base de la fiscalité se pose donc.

La première réponse à cette question est que, dans un tel scénario, il convient de produire des richesses autrement. On sait aujourd'hui que, pour produire les mêmes quantités – mais de meilleure qualité – de fruits, légumes ou céréales par les méthodes de l'agrobiologie, il faut 30 à 40 % de travail en plus qu'avec les méthodes, financées par la politique agricole commune (PAC), de l'agriculture productiviste avec son cortège de nuisances environnementales et sociales. Mais une telle transition, qui accorderait à terme plus d'importance à cette approche alternative, aboutirait à une valeur ajoutée par unité produite supérieure d'environ 30 % et à une création nette d'emplois, à durée du travail identique. On serait alors dans un scénario où, avec une croissance nulle (puisque la croissance ne tient pas compte, pour l'essentiel, des améliorations de la qualité), on aurait de 20 à 30 % d'emplois créés. Ce type de situations se retrouve dans d'autres secteurs que celui de l'agriculture que je viens de prendre pour exemple : le passage à des énergies renouvelables de proximité génère, pour la même quantité d'énergie produite, plus d'emplois et plus de valeur ajoutée et ce, sans la pollution des centrales à combustibles fossile ou nucléaire. Pour l'instant, tout cela n'apparaît pas dans les comptes de la nation où seul compte le nombre de kWh produits, quel que soit leur mode de production.

La seconde réponse possible serait d'agir sur les marges de manœuvre budgétaires. La multiplication récente des privilèges fiscaux, niches et déductions plus ou moins justifiables, a conduit, selon le député UMP Gilles Carrez, à ce que les recettes fiscales soient, en 2010, inférieures de 100 milliards d'euros par an à ce qu'elles auraient été en l'absence des avantages concédés entre 2000 et 2010 sous la pression de divers lobbies. Cela représente 5 % du PIB... Le courage politique implique de réfléchir à une situation dans laquelle une partie de cette fiscalité avantageuse ne correspond pas à l'intérêt général. Mais un député a pu dire que, dans chacune de ces niches, il y avait « *un chien prêt à mordre* ».

Ces marges de manœuvre budgétaires peuvent aussi dépendre d'une politique, telle que celle préconisée par Pierre Larroutourou, de poursuite de la réduction historique du temps de travail, mettant plus de monde en situation d'emploi décent et donc, élargissant la base des cotisations sociales et réduisant les coûts sociaux du chômage. L'idée que nous soyons condamnés par un taux de prélèvements obligatoires, devenu mythique, ne me semble pas correspondre à l'urgence dans laquelle nous sommes.

**Int. :** *Il serait donc urgent que le politique reprenne la main sur l'économie ?*

**J. G. :** Absolument !

**Int. :** *Nous avons la religion du quantitatif : revenir à des distinctions humaines qui ne soient pas fondées sur du quantitatif, spontanément, nous nous y refusons. Peut-on alors se passer du sacré que sont aujourd'hui les chiffres du PIB et de la croissance et regarder ailleurs ?*

**J. G. :** Pour créer d'autres indicateurs de richesses, il faut mobiliser des collectifs de plus en plus larges pour obtenir que le regard se porte ailleurs que sur ces agrégats quantitatifs aujourd'hui dominants. La décision prise de confier à la commission Stiglitz le soin de

réfléchir à ces questions y a largement contribué, sans pour autant y suffire. Son diagnostic a été de constater que tout ce que nous disions depuis dix ans à la suite du livre de Dominique Méda était vrai. À partir du moment où cela est dit par vingt-cinq économistes de renom, pour l'essentiel anglo-saxons et comprenant quatre prix Nobel, cela devient plus sérieux que lorsque cela est dit par des militants. Mais inciter à d'autres façons de gouverner est loin d'être simple.

Pour éclairer cet ailleurs, on a besoin d'institutions qui, elles-mêmes, soit sensibilisées. Sur les neuf mille salariés de l'institut national de la recherche agronomique (INRA), seule une trentaine se consacre à la recherche sur l'agrobiologie, les autres étant entraînés par l'inertie de la trajectoire antérieure de l'agriculture française. Sait-on encore que 90 % des crédits de recherche sur l'énergie restent, en France, consacrés au nucléaire ? Les structures étant ce qu'elles sont, il reste à vaincre des inerties institutionnelles considérables.

**Int. :** *Comment une vertu hexagonale qui ne soit pas partagée par le reste du monde peut-elle être possible ?*

**J. G. :** Si l'on ne fait rien en matière de régulation du commerce mondial et de l'investissement international, il est évident que cela nous mettra en mauvaise posture. La stratégie d'un certain nombre de grandes puissances émergentes est en effet fondée sur ce qu'il convient d'appeler du dumping environnemental, social et fiscal. Une partie de la construction de l'Europe, celle qui est postérieure aux années 1990, a également été marquée par l'invitation faite aux nouveaux entrants de pratiquer les coûts les plus bas et la fiscalité la plus avantageuse comme étant les seules possibilités de rattrapage qui leurs soient offertes. Si rien n'est fait pour freiner ces tendances ultralibérales, nous serons alors en position bien plus délicate que si des régulations se mettent progressivement en place. L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) elle-même s'inquiète de voir les multinationales échapper presque totalement à l'impôt, à l'exemple d'Apple qui ne paie que 2 à 3 % de taxes sur ses bénéfices alors que, dans un pays comme le nôtre, les PME sont pleinement soumises à l'impôt. C'est là une perte tout à fait considérable de recettes fiscales à l'échelle mondiale.

Toutefois, même dans le contexte actuel, la possibilité d'agir dans le bon sens, certes à une échelle réduite et avec des budgets modestes comme le sont les budgets régionaux, n'est absolument pas négligeable. Des projets en matière d'énergie renouvelable, de réhabilitation thermique des logements anciens, de développement d'une filière régionale bois-forêt, etc., sont parfaitement réalistes. Le soutien de la législation actuelle est, à l'évidence, insuffisant mais c'est, là aussi, un des objectifs de la transition à venir. Les pouvoirs publics ont un grand rôle à jouer dans la coordination de ces initiatives, en particulier en mettant en avant l'intérêt général que les entreprises ont à coopérer dans certains domaines. Des choses étonnantes sont d'ores et déjà possibles et, pour certaines, réalisées. C'est là un grand espoir et l'objectif est maintenant de les généraliser.

**Int. :** *L'état d'esprit de l'opinion n'est-il pas un facteur essentiel et profondément conservateur face à la question du chômage, en particulier chez les 70 % de salariés bénéficiant d'un emploi stable ou métastable ?*

**J. G. :** Quel que soit le statut de leur emploi, stable ou précaire, la grande majorité des gens redoute d'être confrontée, un jour ou l'autre, à la précarité. Selon un sondage récent, 75 % de personnes interrogées estiment que la lutte des classes existe toujours en France ; à la veille de Mai 68, le chiffre était de 44 %. Cela veut, au minimum, dire que dans les représentations que l'opinion a des périls sociaux, l'amplification de la précarité et du sentiment d'impuissance face à elle est extrêmement fort. Les réponses aux questions sur l'existence d'inégalités en France ainsi que sur la possibilité de les réduire sont positives à 75 % et plus encore chez les jeunes. Je ne pense pas que l'on puisse mettre cela sur le compte du conservatisme.

**Int. :** *Pourquoi les dirigeants estiment-ils tous que leur entreprise a besoin de croître ?*

**J. G. :** En tout état de cause, ils devront bientôt réviser leur opinion puisque la croissance, comme je l'ai dit, tend à s'arrêter. Dans la quête perpétuelle à la croissance de toutes les grandes entreprises, le système concurrentiel mondial est devenu un jeu à somme nulle, voire négative. L'image utilisée par Fred Hirsch, auteur dans les années 1970 d'un ouvrage intitulé *Les limites sociales de la croissance*, est celle d'un concert où, pour mieux voir, certains, dans les premiers rangs, se lèvent, immédiatement imités par les rangs suivants. Au final, tout le monde finit sur la pointe des pieds, personne ne voit mieux, mais tout le monde est beaucoup plus fatigué ! J'aime bien cette image d'une concurrence sans règles, mais à laquelle personne n'ose être le premier à s'opposer. Sans règles internationales de la mondialisation, on continuera à avoir ce type de comportements où tous, proies comme prédateurs, visent la croissance, mais où seuls quelques-uns bénéficient de cette fuite en avant. Le monde des affaires est globalisé mais ne se porterait-il pas mieux s'il l'était un peu moins, en particulier si des politiques de relocalisations partielles pouvaient voir le jour ?

**Int. :** *Pierre Larrouturou a naguère montré que le travail salarié ne représentait que 14 % de la vie. Cela laisse 86 % du temps pour se construire une identité en dehors de cette vie salariée, mais ce temps n'est pas pris en considération. Keynes disait, dans Perspectives économiques pour les petits enfants : « Il arrivera un jour où il suffira de travailler quinze heures par semaine pour satisfaire tous nos besoins matériels. » Il ajoutait que les peuples qui se sortiraient alors le mieux de cette situation nouvelle seraient ceux qui savent cultiver l'art de vivre. Cela donne peut-être un avantage à la France.*

**J. G. :** Je suis d'accord avec Keynes mais, dans les décennies à venir, compte tenu de ce qu'il va falloir entreprendre pour réparer ce qu'on a beaucoup endommagé, la réduction du temps de travail ne sera pas le seul moyen de créer de l'emploi. On aura en effet besoin de beaucoup de têtes et de bras pour, par exemple, diviser par cinq l'émission des gaz à effet de serre. Le nombre de secteurs de premier plan nécessitant de créer plus d'emplois dans un proche avenir est plus important que le nombre de secteurs où il est vraisemblable qu'il en faudra moins. Considérée souvent comme un secteur en perte de vitesse, l'industrie, énergie comprise, ne concerne que 13 % des emplois en France. En revanche, je suis convaincu que d'énormes secteurs sont promis à un bel avenir de créateurs d'emplois dans le cadre d'une reconversion écologique et sociale. En cela, je me démarque de certains économistes de l'écologie qui considèrent que la réduction du temps de travail est la seule issue face au chômage.

Il faudrait, dès aujourd'hui, réduire la productivité dans un très grand nombre de services : les services de proximité aux personnes, les services de soins, une partie des services d'éducation sont dispensés trop rapidement dans des conditions où la recherche des gains de productivité est uniquement synonyme de perte d'efficacité et de professionnalisme.

**Int. :** *Serait-il possible de créer des territoires d'expérimentation où mettre en place vos principes avec des métriques montrant que ce que vous avancez est réalisable et juste ?*

**J. G. :** Nous avons besoin d'expérimentations de terrain et pas seulement de scénarios de recherche tels que négaWatt, si utiles soient-ils. C'est ce que mes partenaires et moi-même essayons de mettre en place dans notre région du Nord, mais en nous heurtant à un certain nombre de règles, fiscales et sociales entre autres. Il faudrait pouvoir innover sur le montant des minima sociaux, par exemple. Il est également compliqué de développer de l'agriculture biologique compte tenu de la difficulté actuelle à récupérer du foncier agricole périurbain pour y faire du maraîchage de proximité.

À défaut, dans notre région, nous réalisons neuf opérations de développement, dont l'une sur la filière bois-forêt, pour lesquelles il s'agit de répertorier les acteurs à mobiliser et de définir les finalités à retenir et les formes de financement adaptées. Il nous faut conduire les acteurs et les institutions à coopérer sans pour autant disposer du pouvoir de décision final. Pour l'instant, ces expérimentations n'existent, pour la plupart, que dans les interstices du système plutôt que comme entités pleinement autorisées. Le droit à l'expérimentation dans ces domaines constitue encore un territoire à conquérir.

Présentation de l'orateur :

Jean Gadrey : professeur honoraire d'économie à l'université de Lille I, auteur avec Florence Jany-Catrice de *Les nouveaux indicateurs de richesse* (La Découverte, 2<sup>e</sup> édition, 2007) et *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire* (Les Petits Matins, 2<sup>e</sup> édition, 2012).

<http://www.alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey>

Diffusion mai 2013